

Les membres du Congrès, républicains et démocrates, ont les uns après les autres dans leurs États, leurs districts et leurs assemblées législatives exprimé leur opposition à l'importation de bois canadien. Il y a, à l'heure actuelle, près d'une douzaine de projets de loi proposant des quotas, des tarifs ou des droits compensateurs. Le gouvernement Mulroney au complet ne semble pas comprendre la situation. Permettez-moi de simplifier les choses. Le Canada détient à l'heure actuelle 34 p. 100 du marché américain des bois résineux. Or, des hommes politiques américains sont candidats aux élections demi-mandat et il est bien vu de redonner de l'emploi aux travailleurs et de renflouer les entreprises. Bien des scieries qui sont fermées aux États-Unis pourraient rouvrir si l'importation de bois canadien était limitée, ce qui ferait monter les prix et accroître la demande de bois résineux américain.

Nous devons non seulement tenter d'endiguer la vague de protectionnisme parmi les hommes politiques qui cherchent à se faire élire ou réélire, mais nous devons aussi nous assurer l'appui de ceux qui produisent des biens aux États-Unis pour le marché canadien. Il y a plus de deux millions d'emplois...

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît; une minute seulement.

● (1415)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES JEUNES

LES INITIATIVES GOUVERNEMENTALES DESTINÉES À AIDER LES JEUNES

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État. Le 6 février, le vice-premier ministre a promis à la Chambre de nouveaux programmes spéciaux: «Qui emploieraient beaucoup plus de jeunes directement». Le 3 mars, le premier ministre a promis à la Chambre que des initiatives «très importantes» allaient être prises, pour créer davantage d'emplois pour les jeunes.

Hier, le secrétaire d'État a dit à la Chambre qu'une nouvelle initiative: «N'est pas nécessairement un programme de création d'emplois». Pourquoi a-t-il ainsi contredit a posteriori et le premier ministre et le vice-premier ministre sur la question des initiatives du gouvernement à l'intention des jeunes?

[Français]

L'hon. Benoît Bouchard (secrétaire d'État du Canada): Monsieur le Président, ce que j'ai dit hier, ce que je répète aujourd'hui, c'est que le gouvernement a prioritairement développé des programmes de création d'emplois à l'intérieur des programmes présentés par le ministère de l'Emploi et de l'Immigration et nous travaillons actuellement sur la présentation éventuelle de programmes qui ne sont pas nécessairement, ce n'est pas exclu qu'ils en seraient, j'ai dit qui ne sont pas nécessairement des programmes de création d'emplois, mais qui mettront également en valeur éventuellement d'autres contenus au sujet desquels les jeunes sont particulièrement préoccupés, mais il n'y a rien dans cela qui contredit les déclarations précédentes et du premier ministre suppléant et du premier ministre lui-même.

Questions orales

LA SUPPRESSION DE CERTAINS PROGRAMMES

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): C'est un peu difficile à comprendre. Donc, ma question se pose maintenant au vice-premier ministre. Pourquoi le gouvernement a-t-il supprimé des programmes destinés aux jeunes sans annoncer leur remplacement, alors qu'il y a 700,000 jeunes sans emploi au Canada aujourd'hui? Est-ce que le vice-premier ministre pense que nos jeunes peuvent se satisfaire d'un ministre fantôme ainsi que d'un secrétaire d'État tout à fait mêlé?

L'hon. Benoît Bouchard (secrétaire d'État du Canada): Monsieur le Président, les Canadiens trouvent cela merveilleux quand ils entendent le parti libéral parler d'emploi, c'est extraordinaire!

Monsieur le Président, le gouvernement conservateur a créé ou présenté des programmes de création d'emplois pour remplacer des programmes libéraux simplement réservés à une équivalence de un jeune Canadien en chômage sur 40 dans le pays qui coûtaient tellement cher qu'on n'arrivait absolument pas à utiliser les sommes pour les fins pour lesquelles on les avait votés: \$6 millions sur \$20 millions dans le programme Katimavik servaient à payer les frais administratifs. C'est cela que vous appelez des programmes de création d'emplois?

[Traduction]

LA DATE DE L'INSTAURATION DES NOUVEAUX PROGRAMMES

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, l'instinct du vice-premier ministre ne le trompait pas quand il a voulu se lever le premier. Je vais lui donner une nouvelle chance.

Peut-il confirmer à la Chambre que c'est strictement pour des raisons politiques qu'on retarde pour l'instant les nouveaux programmes à l'intention de la jeunesse?

[Français]

L'hon. Benoît Bouchard (secrétaire d'État du Canada): Monsieur le Président, nous avons répété à plusieurs reprises que nous travaillons actuellement sur la présentation d'un programme qui va tenir compte d'un certain nombre de contenus qui ne sont pas nécessairement associés à des questions d'emploi. Cela fait un mois que vous braillez pour avoir des choses autres que des créations d'emplois. C'est ce qu'on prend en considération. Le leader de l'Opposition officielle s'est référé tantôt à des questions de programmes. Je m'excuse, mais au niveau des rapports qui étaient fournis, avant de sortir de nouveaux programmes dans notre gouvernement, on commence par la consultation.

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

[Traduction]

LA SUPPRESSION DU PROGRAMME KATIMAVIK

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce-Lachine-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse aussi au Secrétaire d'État. La principale recommandation d'abolition du programme Katimavik figure dans le rapport du groupe de travail Nielsen sur la création d'emplois dans le gouvernement a eu connaissance en mars 1985. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas été capable de mettre sur pied un nouveau programme alors qu'il a eu un an pour le faire? Pourquoi cela n'a-t-il pas été possible?